

3 - SPL Territoire 25 - Modification des statuts

M. FOUSSERET, Maire, Rapporteur : La SPL TERRITOIRE 25 a été constituée en juillet 2011 dans le cadre de la loi n° 2010-559 du 28 mai 2010 qui a instauré cette nouvelle forme de société dédiée aux collectivités et à leurs groupements.

Les principales caractéristiques de ces sociétés sont d'une part leur actionnariat, composé uniquement de collectivités et leurs groupements, d'autre part leur activité, qu'elles ne peuvent exercer que pour le compte exclusif et sur le territoire de leurs actionnaires.

Le Conseil Municipal du 7 juillet 2011 a désigné M. Jean-Louis FOUSSERET et M. Michel LOYAT comme représentants de la collectivité au conseil d'administration de la SPL.

L'article 15 des statuts de la SPL TERRITOIRE 25 prévoit que le Conseil d'Administration est composé de 9 membres à la création de la structure.

L'article 26 des statuts prévoit quant à lui la création d'une assemblée spéciale destinée à accueillir les nouveaux actionnaires détenant une participation au capital réduite, dont l'un des membres doit être désigné comme mandataire pour siéger au conseil d'administration.

Afin de garantir l'équilibre entre les actionnaires fondateurs, éviter l'émiettement et préserver un actionnariat actif et impliqué, le conseil d'administration de la SPL Territoire 25 a dans sa dernière séance proposé que les 9 postes d'administrateurs actuels leur restent dévolus et que tout nouvel actionnaire intègre l'assemblée spéciale dont la constitution est prévue dans les statuts.

Aussi, afin de permettre au mandataire qui sera désigné par l'assemblée spéciale de siéger au conseil d'administration, il est nécessaire de prévoir une augmentation du nombre de postes d'administrateur de 9 à 12, un des postes étant attribué au mandataire de l'assemblée spéciale, tandis que les deux autres resteraient non attribués pour l'instant.

La Commune de Sochaux ayant récemment manifesté le souhait d'intégrer la Société pour lui confier la réalisation d'une opération d'aménagement, sera ainsi assurée d'une représentation au niveau des instances de la société TERRITOIRE 25.

Il est précisé à cette fin, que celle-ci se propose d'acquérir 50 actions qui pourraient lui être cédées par Pays de Montbéliard Agglomération qui conserverait ainsi 1 070 actions dans la Société, sans que cela ait d'incidence sur sa représentation dans la structure.

Considérant les dispositions de l'article L 1524-1 du CGCT (article 8 de la loi du 3 janvier 2002 tendant à moderniser les statuts des SEM et applicable aux SPL), ainsi que les dispositions de l'article 37 des statuts, qui stipulent que «l'accord du représentant d'une Collectivité Territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants... ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification...», l'autorisation du Conseil Municipal est donc requise.

Propositions

Compte tenu des éléments ci-dessus, le Conseil Municipal est invité à :

- se prononcer favorablement sur la modification du nombre des administrateurs au Conseil d'Administration de la SPL TERRITOIRE 25, afin de le porter de 9 à 12

- se prononcer favorablement sur l'attribution d'un poste d'administrateur nouvellement créé au représentant qui sera désigné par l'Assemblée Spéciale, les deux autres postes restant non attribués pour l'instant

- se prononcer favorablement sur l'entrée d'un nouvel actionnaire au capital de la SPL, en l'occurrence la Commune de Sochaux, par voie d'une cession d'actions par Pays de Montbéliard Agglomération

- autoriser ses représentants à adopter les résolutions proposées en ce sens lors des prochains conseils d'administration, assemblée générale extraordinaire et assemblée générale ordinaire de la SPL.

«**M. LE MAIRE** : Y a-t-il des remarques ? Je n'en vois pas, c'est adopté».

Après en avoir délibéré et sur avis favorable unanime de la Commission n° 1, le Conseil Municipal, à l'unanimité des suffrages exprimés, en décide ainsi.

M. LE MAIRE et M. LOYAT n'ont pas pris part au vote.

Récépissé préfectoral du 20 décembre 2012.